INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 28 février 2022**

* Les Bourses européennes ont rechuté, le conflit en Ukraine s'étant envenimé ce week-end. L’indice CAC 40 a clôturé en recul de 1,39% à 6 658,83 points, limitant son repli grâce à la résistance de Wall Street. Il avait perdu plus de 3% en cours de séance. L’Euro Stoxx 50 a cédé 1,12% à 3 926,28 points. La Bourse de Moscou est restée finalement fermée aujourd’hui alors que les sanctions occidentales vont pénaliser l’économie et la finance russe. Le Rouble est ainsi tombé à un plus bas historique à 114 roubles pour un dollar.
* Aux Etats-Unis, dont l'économie est moins liée à la Russie que l'Europe, la baisse des indices est plus faible. Vers 17h30, le Dow Jones limite ses pertes, retraitant de 0,40%.
* Les pays occidentaux ont décidé de lourdes sanctions, dont l'exclusion de certaines banques russes du système de paiement Swift alors qu'elle ne semblait pas d'actualité vendredi. L'Union européenne va également financer des envois d'armes à l'Ukraine, une première. De son côté, Vladimir Poutine a attisé les tensions en plaçant la force de dissuasion nucléaire russe en état d'alerte au combat.
* Sur le terrain, l'armée russe est confrontée à la défense opiniâtre des forces ukrainiennes, soutenues par sa population.
* Lundi, des délégations des deux pays se sont retrouvées à la frontière biélorusse, mais aucune information n'a pour l'instant filtré à propos de ces discussions.
* Dimanche, l'Allemagne a pris un virage stratégique en indiquant qu'elle allait allouer 100 milliards d'euros à des dépenses militaires dans le cadre de son budget 2022 et qu'elle dépenserait désormais plus 2% de son PIB chaque année pour son armée.
* Le pétrole a progressé de 4% en raison de craintes de perturbations dans les approvisionnements, même si les sanctions européennes ne touchent pas directement le secteur.
* L'or était également bien orienté du fait de son statut de valeur refuge.
* Confrontée à l’affaissement de sa devise consécutive à l’adoption de lourdes sanctions occidentales, la Banque centrale russe a plus que multiplié par 2 son principal taux directeur. Celui-ci a été rehaussé de 9,5% à 20%. Elle a déclaré que " la hausse des taux vise à compenser les risques accrus de dépréciation du rouble et d'inflation ", et ajouté qu'elle était " prête à prendre d'autres mesures ". Sur le marché des changes, la devise russe n’a jamais été aussi faible de son histoire.

Au plus bas, 114 roubles étaient nécessaires pour obtenir 1 dollar ce matin.

" Alors que la Banque centrale de Russie (CBR) a diversifié ses avoirs en réserves de change ces dernières années, au détriment du dollar américain, l'approche unifiée des nations occidentales laisse une grande partie des quelque 640 milliards de dollars d'actifs de réserve dans le champ des sanctions ", explique UBS.

Selon le stratège helvétique, cela réduit considérablement les moyens de défense de la CBR, limite sa capacité à fournir des devises aux institutions et entreprises nationales, notamment pour le service de la dette extérieure, et pèse sur sa capacité à défendre le rouble contre les mouvements désordonnés des prix.

* Les prix du platine ont augmenté en raison des tensions géopolitiques en Europe de l'Est cette semaine, mais moins que le palladium, fait remarquer UBS. Le spécialiste discerne deux facteurs derrière cette réaction plus modérée des prix. Premièrement, la Russie représente environ 40% de l'offre mondiale de palladium, alors que sa part dans l'offre minière de platine n'est "que" d'environ 10% (le pays étant tout de même le second plus grand producteur).

Deuxièmement, l'offre de palladium est depuis longtemps insuffisante, ce qui se traduit par de faibles stocks. Le platine, en revanche, a été bien approvisionné ces dernières années et les stocks en surface ne sont pas faibles.

UBS affiche une opinion neutre sur le platine à court terme. " Alors que la production automobile s'améliore (le métal blanc est utilisé dans les catalyseurs des automobiles), les contraintes dans la chaîne d'approvisionnement automobile, y compris la pénurie de puces, ont un impact important ", explique la banque.

* Alors que les sanctions à l'encontre de la Russie s'intensifie ces derniers jours, le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, a déclaré à la sortie d'un conseil de défense que les autorités tablaient sur une potentielle saisie des biens des oligarques russes détenus en France. "A la demande du président de la République nous poursuivons le recensement complet des avoirs financiers, des biens immobiliers, des yachts, des véhicules de luxe qui appartiendraient aux personnalités russes sous sanctions européennes", a ainsi déclaré le ministre.

Il a ajouté que le gouvernement se donnerait "des moyens juridiques" afin de se saisir de l'intégralité de ces biens.

* L'économie turque a progressé de 9,1% en glissement annuel au quatrième trimestre 2021, soit une croissance supérieure aux attentes du marché (9%), après une croissance révisée à la hausse de 7,5 % au cours de la période précédente. La consommation des ménages a bondi de 21,4% et la demande étrangère nette a contribué positivement à la croissance du PIB, avec des exportations en hausse 20,7% contre des importations en progression plus lente de 2,6%. Si l'on considère l'ensemble de la période 2021, le PIB turc a progressé de 11%.

**SOCIETES**

* Sur le plan des valeurs, Renault et Société Générale ont de nouveau dévissé en raison de leur exposition à la Russie. Le rendement du 10 ans allemand a reculé pour sa part de près de 9 points de base à 0,14%. Cette baisse a pesé sur l'ensemble du secteur bancaire, de même que l'exclusion de certaines banques russes du système Swift.
* Les derniers développements ont profité aux valeurs liées à la défense, Dassault Aviation et Thales bondissant de respectivement 7,9% et 11,9%.
* Un autre secteur de la cote a été recherché, celui des énergies vertes (+14,8% pour McPhy, +7,4% pour Albioma…), qui a bénéficié des anticipations d'accélération de la transition énergétique pour rendre l'Europe moins dépendante au pétrole et du gaz russe.
* Suite à l’invasion de l’Ukraine par la Russie, l’Allemagne a décidé de nettement accroître ses dépenses militaires. Le pays va débloquer une enveloppe exceptionnelle de 100 milliards d’euros pour moderniser sa défense. Le chancelier Olaf Scholz veut également augmenter les dépenses de défense à plus de 2% du PIB par an. C’est supérieur à l’objectif que se sont fixés les pays de l’Otan, à savoir tendre vers les 2%. Sur une place parisienne malmenée, Thales (+11,87% à 102,90 euros) et Dassault Aviation (+7,87% à 134,30 euros) ont décollé.

Ce fut également le cas des autres valeurs liées à la défense en Europe, à l'image de Rheinmetall (+24,99% à 133,80 euros) ou BAE Systems (+10,14% à 719,20 pence).

Cette annonce de l'Allemagne est un changement de cap radical pour un pays qui a nettement réduit les effectifs de son armée depuis la fin de la guerre froide (200 000 personnes aujourd'hui contre 500 000 en 1990) et sous-investit dans ses équipements.

Un exemple qui pourrait être suivi par d'autres membres de l'Otan dans un avenir proche, estime Berenberg. Pour JPMorgan, les dépenses de défense européennes seront désormais beaucoup plus élevées que prévu, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ayant fondamentalement changé le paysage du secteur européen de la défense. Parmi les pays susceptibles de booster leur budget militaire, le broker cite en particulier les pays scandinaves et les pays d'Europe de l'Est.

* Le secteur financier a été sous pression en Europe et au premier chef à Paris, Société Générale a chuté de 9,89% à 25,64 euros en raison de son exposition à la Russie. BNP Paribas a perdu 7,47% à 52,51 euros tandis que Crédit Agricole a reculé de 4,96% à 11,47 euros. Ce week-end, les pays occidentaux ont décidé d'importantes sanctions, dont l'exclusion de certaines banques russes du système de paiements Swift alors qu'un tel scénario ne semblait pas d'actualité vendredi.

Société Générale est présente en Russie via Rosbank. Elle y a réalisé un résultat net part du groupe de 152 millions d'euros en 2021, un montant faible par rapport aux 5,6 milliards d'euros enregistrés au niveau de l'ensemble du groupe bancaire. la banque rouge et noir affiche une exposition limitée à 18 milliards d'euros à la Russie, soit moins de 2% du total. En une semaine, l'action Société Générale a cependant perdu près de 20%.

Selon Bloomberg, citant des sources proches du dossier, Société Générale et Crédit Suisse auraient cessé leurs activités de financement du négoce de matières premières depuis la Russie dans le sillage des sanctions occidentales.

BNP Paribas a précisé son exposition à la Russie et à l'Ukraine : "Les expositions résiduelles nettes combinées de BNP Paribas à la fois en Russie et en Ukraine s'établissent à environ 500 millions d'euros compte tenu de la manière dont la banque opère dans ces deux marchés et sécurise ses activités, avec un niveau important de garanties et de collatéraux", a indiqué la banque.

Les valeurs financières européennes sont également pénalisées par le recul des taux des emprunts d'Etat : le rendement du 10 ans allemand, la référence européenne, perd ainsi près de 5 points à 0,18%. Outre le statut de refuge des emprunts d'Etat, les taux se replient car la situation géopolitique actuelle et ses retombées inflationnistes, via notamment les matières premières, devraient peser sur la croissance. Ce contexte pourrait aussi inciter les banques centrales à ralentir le rythme de normalisation de leur politique monétaire.

* TotalEnergies a été désigné vainqueur par le Bureau of Ocean Energy Management (BOEM) de la concession maritime OCS-A 0538, à l’issue des enchères New York Bight organisées en fin de semaine dernière aux Etats-Unis. Cet appel d’offres pour le développement d’une ferme éolienne en mer au large de New York et du New Jersey sur la côte Est des États-Unis a été obtenu pour un montant de 795 millions de dollars (100%) conjointement par TotalEnergies et EnBW.

Située jusqu'à 87 kilomètres des côtes, cette concession s'étend sur une zone de 341 kilomètres carrés qui doit permettre le développement d'au moins 3 GW de capacité de production, soit la fourniture en électricité de l'équivalent d'un million de foyers. Le projet a pour objectif une mise en service d'ici 2028.

De plus, EnBW a fait part à TotalEnergies de sa décision stratégique de recentrer son activité sur l'Europe. Dans ce cadre, TotalEnergies et EnBW ont convenu que TotalEnergies va acquérir la participation d'EnBW dans la concession New York Bight obtenue lors de ces enchères et accueillera l'équipe d'EnBW North America qui a établi des relations solides avec les communautés locales au cours des dernières années et continuera donc de développer ce projet et par ailleurs, TotalEnergies acquerra les travaux de pré-développement entrepris par EnBW pour la prochaine mise aux enchères au large de la Californie (Castle Wind).

" Cette entrée par la grande porte dans l'éolien offshore aux Etats-Unis est un pas de plus vers notre objectif d'atteindre 100 GW de capacité de production d'énergie renouvelable dans le monde d'ici 2030 ", a déclaré Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies.

* BP a plié de 4,39% à 361,88 pence lundi à la bourse de Londres, après avoir annoncé hier sa sortie du capital du géant pétrolier russe Rosneft. Le britannique détient 19,75% du capital de Rosneft, dans lequel il était entré en 2013. BP a également annoncé se retirer de ses autres activités russes avec Rosneft, dont une participation dans trois coentreprises d'une valeur comptable d'environ 1,4 milliard de dollars à fin 2021. Ces décisions viennent s'ajouter aux nombreuses sanctions prises par les pays occidentaux depuis la semaine passée suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Par conséquent, l'actuel directeur général de BP et son prédécesseur, Bernard Looney et Bob Dudley, démissionnent tous deux du conseil d'administration de Rosneft avec effet immédiat.

"Ces démissions obligeront BP à modifier le traitement comptable de sa participation dans Rosneft et, en conséquence, elle s'attend à devoir annoncer une charge non monétaire importante dans ses résultats du premier trimestre 2022, qui seront publiés en mai", prévient la major pétrolière.

BP n'ayant plus d' "influence notable" sur Rosneft au sens des normes comptables IFRS, la société ne comptabilisera donc plus sa participation selon la méthode de la mise en équivalence, la traitant désormais comme un actif financier évalué à sa juste valeur.

La décision de BP constitue la réponse la plus forte de la part d'une entreprise occidentale, mettant ainsi la pression sur ses concurrents, notamment le français TotalEnergies, qui perd 6,06% à Paris. Présent en Russie depuis 1991, TotalEnergies emploie notamment plus de 200 personnes en Russie, et détient une participation de 19,4% dans la société Novatek ainsi qu'une de 20% dans le champ de pétrole onshore de Kharyaga.

* Sword Group (+0,39% à 38,90 euros) a résisté à la nouvelle chute du parisien à la faveur de l’annonce d’une cession « extrêmement relutive ». Le groupe présent dans les logiciels et les services informatiques a dévoilé la signature d’un contrat de vente avec Riskonnect, prévoyant la cession de GRC, son activité de logiciel de gouvernance, de conformité et de gestion des risques d’entreprise.

Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 16,4 millions d'euros en 2021 et affichait une marge d'Ebitda de 25,3%, à comparer avec des revenus de 194,3 millions d'euros pour l'ensemble du groupe.

Cette opération devrait avoir lieu dans un délai d'environ six semaines afin d'obtenir les autorisations des autorités de régulation.

**ANALYSES**

* L'inflation s'envole en France. Tirés par la hausse des coûts de l'énergie, les prix à la consommation ont bondi de 3,6 % en février sur douze mois glissants, après une progression de 2,9% en janvier et de 2,8 % les deux mois précédents, selon les données provisoires publiées ce vendredi par l'Insee. Un niveau qui n'avait pas été atteint depuis la mi-2008, juste avant la crise financière.

Sous l'effet de l'escalade des tensions entre la Russie et l'Ukraine, les prix de l'énergie, en particulier du pétrole, ont continué d'accélérer tout au long du mois, grimpant de 21 % sur un an. Mais ce n'est pas la seule raison : comme en janvier, les hausses de prix se généralisent. Ainsi en février, les prix alimentaires ont augmenté de 1,9 %, avec une flambée des produits frais ; les produits manufacturés, eux, ont progressé de 2,2 % comme les services. Seul le tabac enregistre un léger repli.

Le scénario annoncé depuis plusieurs mois se réalise donc. « Les augmentations des prix agricoles et industriels à la production, mesurées ces derniers mois entre 15 % et 20 % sur un an, se répercutent progressivement sur les prix de l'alimentation et des biens manufacturés, même si c'est de manière atténuée », analyse Julien Pouget, chef économiste à l'Insee.

« Une hausse de l'inflation en février était anticipée, mais pas aussi forte », observe de son côté dans une note Charlotte de Montpellier, économiste chez ING tout en jugeant qu'« hormis les prix de l'énergie, l'inflation reste raisonnable en France à l'heure actuelle et en ligne avec l'objectif de la BCE ».

Pour les Français, cette accélération des prix est néanmoins une mauvaise nouvelle qui risque de peser sur leur moral et leurs dépenses. En janvier 2022, la consommation des ménages en biens - en volume - a d'ailleurs chuté de 1,5 % a indiqué, ce vendredi, l'Insee. Et ce, en dépit d'une hausse de 1,6 % du revenu disponible brut (RDB) en euros courants au quatrième trimestre 2021, qui s'explique entre autres par le rebond des prestations sociales lié au versement de l’indemnité inflation.

Le pouvoir d'achat mesuré par unité de consommation - autrement dit, par ménage - a ainsi progressé de 0,7 % sur la période et accélère de 1,9 % sur l'ensemble de l'année 2021 après avoir stagné en 2020. « Ce sont de très bons chiffres », souligne-t-on à l'Elysée.

L'année 2022 s'annonce plus compliquée. A 3,6 %, la dynamique des prix est déjà supérieure aux prévisions. Début février, l'institut de statistiques estimait que la hausse des prix à la consommation se situerait entre 3% et 3,5%, en juin, en glissement annuel. Une projection établie sur la base d'un cours du Brent stabilisé à 90 dollars, avant l’invasion russe en Ukraine. L'entrée en guerre de Moscou pourrait aggraver les choses en menaçant de faire flamber un peu plus les prix. De fait, la Russie est un très grand pourvoyeur de matières premières. Déjà, les cours du blé, de l’aluminium s'affolent, ceux du gaz s'emballent, le pétrole a bondi au-dessus de 100 dollars le baril. « En cas de non-résolution rapide des tensions, le risque est celui d'une réduction de la croissance et d'un taux d'inflation durablement plus élevé », alerte Philippe Waechter, chef économiste chez Ostrum Asset Management.

A l'approche de l'élection présidentielle, l'éventualité d'un renchérissement des prix de l'énergie inquiète l'exécutif. Soucieux de protéger le porte-monnaie des Français, Bercy réfléchit à prolonger jusqu’à la fin de l’année le bouclier tarifaire sur les prix du gaz. « La mesure a fait ses preuves dans le passé mais il ne faut pas éluder la question de son financement », observe-t-on toutefois à l'Elysée en pointant « le coût très élevé pour les finances publiques ».

**L’AGENDA DU 1er mars 2022**

**8h00 en Allemagne**

Ventes au détail en janvier  
  
**9h50 en France**

Indice des directeurs d'achat (définitif) pour le secteur manufacturier en février  
  
**9h55 en Allemagne**

Indice des directeurs d'achat (définitif) pour le secteur manufacturier en février  
  
**10h00 en zone euro**

Indice des directeurs d'achat (définitif) pour le secteur manufacturier en février  
  
**14h00 en Allemagne**

Inflation en février (première estimation)  
  
**15h45 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en février  
  
**16h00 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat (ISM) pour le secteur manufacturier en février

Dépenses de construction en janvier